

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

FRANSABANK (FRANCE) S.A.

Société Anonyme au capital de 50 457 714 euros

Siège social : **104, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS**

331 013 904 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2024 au 31/12/2024

Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. Annuelle du 30 mai 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FRANSABANK (France) S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit : dépréciation individuelle des dossiers de créditsRisque identifié :

La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes sur les crédits, constituait un point clé de notre audit.

Au 31 décembre 2024, les dépréciations individuelles sur les encours douteux de crédits s'établissaient à 18 827 K€ pour un encours brut de 22 258 K€. Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'établit à -1 805 K€ (dont 240 K€ de dotation pour provision générale). La note 3.c. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » des principes et méthodes comptables ainsi que les notes 3. « Opérations avec la clientèle », note 9 « Provisions », note 12 « Informations sur le risque de crédit » et 19 « Coût du risque » exposent les informations requises dans l'annexe aux comptes annuels.

Notre approche d'audit :

Nos travaux ont principalement consisté à :

- Tester l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle ;
- Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles et douteuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties ;
- Réaliser des analyses contradictoires des estimations de pertes prévisionnelles couvertes par des provisions sur les dossiers déclassés en douteux ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil consacré au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FRANSABANK (France) S.A. par l'assemblée générale du 20 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A. et du 13 juillet 2020 pour le cabinet BATT AUDIT.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 17^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet BATT AUDIT dans la 5^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 30 avril 2025
KPMG S.A.
Valéry Foussé
Associé

Paris, le 30 avril 2025
BATT AUDIT
Jehanne Garrait
Associée

BILAN AU 31 décembre 2024
(en milliers de Euros)

ACTIF	2024	2023
	EUR	EUR
CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P	178 600	107 608
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	159 061	173 286
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	495 091	472 981
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		
PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	243	234
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 406	998
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 342	202
AUTRES ACTIFS	5 213	3 071
COMPTES DE REGULARISATION	308	593
TOTAL DE L'ACTIF	842 264	758 974
PASSIF	2024	2023
	EUR	EUR
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	59 884	56 049
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	678 641	608 960
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	5 340	4 459
COMPTES DE REGULARISATION	2 284	2 339
PROVISIONS	1 752	1 422
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	94 363	85 747
- CAPITAL SOUSCRIT	50 458	50 458
- PRIMES D'EMISSION	2 754	2 754
- RESERVES	2 270	1 716
- REPORT A NOUVEAU	27 107	19 736
- RESULTAT DE L'EXERCICE	11 774	11 083
TOTAL DU PASSIF	842 264	758 974
HORS BILAN	2024	2023
	EUR	EUR
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	44 600	41 825
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	55 196	44 112
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ENGAGEMENTS DE GARANTIE	21 664	23 733

COMPTE DE RESULTAT 2024 (en milliers de Euros)

	2024	2023
	EUR	EUR
+ Intérêts et produits assimilés	47 419	42 735
- Intérêts et charges assimilés	23 085	18 864
+ Commissions (produits)	2 681	2 909
- Commissions (charges)	283	222
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	409	486
+ Autres produits d'exploitation bancaire	5	0
- Autres charges d'exploitation bancaire	59	789
PRODUIT NET BANCAIRE	27 088	26 256
- Charges générales d'exploitation	8 561	7 276
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	410	349
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	18 117	18 632
+/- Coût du risque	-1 805	-3 400
RESULTAT D'EXPLOITATION	16 312	15 232
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	16 312	15 232
+/- Résultat exceptionnel	0	4
- Impôt sur les bénéfices	- 4 538	- 4 153
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
RESULTAT NET	11 774	11 083

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DE FRANSABANK (FRANCE) S.A

1. Faits caractéristiques et événements significatifs

a. Situation au Liban

Le Liban a traversé en 2024 une période économique particulièrement difficile, accentuée par la guerre avec Israël et les événements géopolitiques internationaux. Le conflit avec Israël a engendré des effets dévastateurs sur l'économie libanaise. Selon la banque mondiale, le PIB a chuté de 5,7 % en 2024 s'ajoutant à une baisse cumulée de plus de 38 % depuis la crise de 2019. La banque poursuit depuis 2020 sa stratégie visant à limiter le risque sur les entreprises dont l'activité principale est exclusivement au Liban.

b. Contexte Géopolitique international

Le contexte géopolitique international a été marqué par : La poursuite du conflit Russo-Ukrainien, Le retrait militaire français du continent africain ainsi que les deux conflits au Moyen Orient (Israël-Hezbollah au Liban) et (Israël-Hamas à Gaza).

c. Contexte économique mondial

Le mouvement de baisse des taux directeurs se poursuit au niveau international. Ainsi le 12 décembre 2024, la BCE a baissé ses taux directeurs pour la 4^{ème} fois de l'année. La FED a également réduit ses taux directeurs en 2024, avec des projections indiquant trois baisses de 25 pts de base. A noter également les fluctuations notables de la parité de l'euro par rapport au dollar en 2024.

d. Provision Générale

L'un des agrégats utilisé pour le calcul de la dotation a été affiné cette année. Ce qui a aboutit à une position davantage prudente pour la banque. La dotation effectuée au titre de l'exercice 2024 s'élève à 0,24 M€ accompagnée d'un effet de change de 0,09 M€ ce qui donne un montant de provision générale de 1,752 M€ contre 1,421 M€ au 31/12/2023.

e. Risques climatiques

L'année 2024 a été marquée par la finalisation de la cartographie des risques climatiques suivant les critères ESG (déclinaison de la politique sectorielle de BPCE) et l'introduction de ces critères ESG dans l'analyse des dossiers crédits et la politique d'octroi de crédit. La culture et la gestion des risques climatiques au sein de la banque est un grand chantier qui a débuté courant 2022.

f. Synergies avec le Groupe BPCE

Les synergies avec l'actionnaire de référence ont fortement progressé en 2024 : Recours à BPCE SF pour la déclaration EMIR, Développement des activités avec BPCE PS (intégration des flux IP et prochainement les flux SEPA, Lancement de l'activité Trade Finance avec BPCE Vietnam, renforcement de l'encadrement des fonctions régaliennes et intégration de la filière contrôle permanent au Groupe BPCE.

2. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif ayant une incidence sur la situation financière de la société n'est apparu après la clôture du 31 décembre 2024.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

a. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels de la Fransabank (France) S.A. sont établis et présentés selon les règles prescrites par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, et notamment les établissements de crédit.

Les textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables et d'application obligatoire en 2020 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Il est à noter que le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 a corrigé le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire qui modifie la présentation des emprunts de titres et de l'épargne réglementée.

Toutefois, Fransabank (France) S.A. n'est pas concernée par ce type d'opérations.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des Normes Comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

b. Principes comptables généraux

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

c. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues sur des établissements de crédit au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentées des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- créances à vue (comptes ordinaires) et créances à terme pour les établissements de crédit ;
- créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires débiteurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Une cotation de risque est établie, à l'aide d'un logiciel, afin d'apprécier la qualité d'une contrepartie et du portefeuille de risque. Cette cotation est utilisée comme un outil d'aide à la décision, à l'évaluation et au suivi des risques de contrepartie. Elle constitue l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'une contrepartie. Les encours de risque, mêmes assortis de garanties, sont classés en encours douteux dès qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré en raison d'une perte probable suite à :

- un ou plusieurs impayés depuis trois mois
- un risque de non-recouvrement dû à une situation financière dégradée
- l'existence de procédures contentieuses de toutes sortes.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie.

Lorsque la contrepartie appartient à un groupe, les conséquences de cette défaillance sont examinées au niveau du groupe, et la nécessité de classer en encours douteux l'ensemble des encours relatifs aux entités juridiques formant ce groupe est appréciée.

Lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Les encours douteux compromis sont des encours pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est envisageable, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiées à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. L'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification des créances concernées en encours douteux, sauf dans le cas où, notamment, ces créances sont couvertes par des garanties jugées suffisantes ou ont donné lieu à des remboursements qui permettent d'estimer que ces créances ne sont pas compromises.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés conformément aux termes du contrat, et sont provisionnés dans le cas où ils ne sont pas encaissés.

Des dépréciations sont constituées permettant de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur encours douteux ou douteux compromis. Le provisionnement s'effectue individuellement pour chaque contrepartie de risque concernée, en tenant compte, le cas échéant des garanties reçues.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déduites des postes d'actif concernés.

Lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé, les encours concernés sont sortis des actifs par la contrepartie d'un compte de perte.

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dûs. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue (comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ;
- autres dettes à vue (comptes ordinaires créditeurs) et autres dettes à terme (comptes créditeurs à terme) pour la clientèle. Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

d. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs. Elles figurent à l'actif du bilan à leur coût historique diminué des amortissements ou dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations et principalement selon la méthode linéaire. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

Agencements et Installations/Mobilier de bureau :	10 ans
Matériel, outillage, véhicules :	5 ans
Matériel informatique :	3 à 5 ans
Logiciels acquis	3 à 5 ans

e. Fonds pour risques bancaires généraux

Le Fonds pour risques bancaires généraux est destiné à couvrir des risques de crédits non spécifiques sur la clientèle. L'établissement n'a pas de provisions FRBG.

f. Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

g. Provisions pour retraite

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges (non directement liés à des opérations bancaires et des opérations connexes) nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 2000-06, abrogé par le Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Les engagements correspondants aux indemnités de fin de carrière font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe conformément à l'article L. 123-13 du Code de commerce et la recommandation 13-02 de l'ANC

h. Opérations en devises

Les postes de bilan et hors bilan libellés en devises étrangères sont valorisés en euros aux cours officiels de change au 31 décembre. A chaque arrêté les positions de change comptant et les opérations de change à terme sont réévaluées au cours de change en vigueur.

Les gains et les pertes de change réalisés sur les opérations de change en devises ainsi que ceux provenant de la réévaluation des avoirs en devises sont enregistrés dès leur constatation en compte de résultat sous la rubrique " Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation (résultat de change) ".

Les reports et déports relatifs aux opérations de change à terme couvertes sont enregistrés de manière échelonnée parmi les charges ou produits d'intérêts sur la durée effective de ces opérations.

i. Portefeuille de titres

Participations et autres titres détenus à long terme :

Il s'agit des titres de participation et parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la banque. Il s'agit de titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par les sociétés. Des « dotations pour dépréciation » sont éventuellement constituées pour tenir compte de leur valeur d'utilité déterminée en fonction de critères objectifs tels que l'actif net ou la rentabilité des sociétés concernées ou la méthode des flux de trésorerie futurs attendus. Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées sont évalués individuellement à la clôture de l'exercice et font l'objet de tests de dépréciation à la clôture de l'exercice.

1	CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P			2024	2023
	Caisse			431	191
	Compte banque de France			178 169	107 417
			Total	178 600	107 608
	Remarque : L'encours du compte Banque de France se décompose ainsi :				
	- Encours éligible HQLA	173 093			
	- Réserves obligatoires	5 507			
2	CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT			2024	2023
	à vue :				
	Comptes ordinaires			50 759	61 511
	à terme :				
	Prêts et comptes à terme			106 600	109 635
	Prêts et comptes à terme avec Entreprises Liées			-	-
	Créances rattachées : intérêts courus à recevoir sur prêts et comptes à terme			1 702	2 140
			Total	159 061	173 286
2.1	Ventilation par durée résiduelle :				
	- jusqu' à 3 mois			96 082	132 269
	- de 3 mois à 1 an			62 979	41 017
	- de 1 an à 5 ans			-	-
			Total	159 061	173 286

3	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (ACTIF)		2024	2023
	Créances commerciales		13 980	17 511
	Autres concours à la clientèle		202 528	183 924
	Comptes ordinaires débiteurs		294 513	285 450
	Créances rattachées : intérêts courus à recevoir sur autres concours à la clientèle (dont 22 258 KEUR de créances douteuses au 31/12/2024)		2 897	1 744
	Dépréciations pour créances douteuses	Total brut	513 918	488 629
			(-18 827)	(-15 648)
		Total net	495 091	472 981
3.1	Ventilation par durée résiduelle :			
	- jusqu' à 3 mois (les comptes ordinaires débiteurs sont ventilés dans cette rubrique)		302 164	302 295
	- de 3 mois à 1 an		43 968	24 805
	- de 1 an à 5 ans		118 428	110 415
	- de + de 5 ans		30 530	35 466
	- crédits à durée indéterminée (net créances douteuses après provisions)		-	-
		Total	495 091	472 981

4	IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES		2024	2023
	Etat des mouvements des immobilisations incorporelles :			
	- Montant brut début d'exercice		3 106	2 487
	- Augmentations		749	619
	- Diminutions		- 287	
	- Montant brut fin d'exercice		3 568	3 106
	Amortissements sur immobilisations incorporelles :			
	- Montant début d'exercice		2 108	1 794
	- Dotations		341	314
	- Reprises		- 287	
	- Montant fin d'exercice		2 163	2 108
	Valeur nette immobilisations incorporelles		1 406	998
	Etat des mouvements des immobilisations corporelles :			
	- Montant brut début d'exercice		724	532
	- Augmentations		2 222	191
	- Diminutions		- 190	-
	- Montant brut fin d'exercice		2 756	724
	Amortissements sur immobilisations corporelles :			
	- Montant début d'exercice		522	487
	- Dotations		69	35
	- Reprises		- 176	
	- Montant fin d'exercice		414	522
	Valeur nette immobilisations corporelles		2 342	202

5	AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE REGULARISATION ACTIF		2024	2023
5.1	Ventilation des autres actifs :			
	- Acompte sur impôts		4 163	1 876
	- Crédit de TVA		351	102
	- Dépôts et cautionnements constitués		245	189
	- Autres crédits d'impôt			
	- Autres actifs		455	903
		Total	5 213	3 071
5.2	Ventilation des comptes de régularisation :			
	- Comptes d'ajustement sur devises		185	-
	- Charges constatées d'avance		52	19
	- Autres comptes de régularisation		71	574
		Total	308	593

6	DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		2024	2023
	à vue :			
	Comptes ordinaires		-	810
	Comptes ordinaires avec Entreprises Liées		1 471	141
	à terme :			
	Emprunts et comptes à terme		5 617	5 351
	Emprunts et comptes à terme avec Entreprises Liées		52 788	49 741
	Dettes rattachées : intérêts courus à payer sur emprunts et comptes à terme		8	6
	Total		59 884	56 049
6.1	Ventilation par durée résiduelle :			
	- jusqu' à 3 mois		59 734	55 899
	- de 3 mois à 1 an		150	150
	- de 1 an à 5 ans		-	-
	- de + de 5 ans		-	-
	Total		59 884	56 049
7	OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (PASSIF)		2024	2023
	Autres dettes à vue			
	Comptes ordinaires créditeurs		169 269	186 406
	Autres sommes dues à la clientèle		489	552
	Autres dettes à terme			
	Comptes créditeurs à terme		504 490	418 054
	Dettes rattachées : intérêts courus à payer sur comptes créditeurs à terme de la clientèle		4 393	3 948
	Total		678 641	608 960
7.1	Ventilation par durée résiduelle :			
	- jusqu' à 3 mois		611 500	495 361
	- de 3 mois à 1 an		48 005	93 465
	- de 1 an à 5 ans		19 136	19 830
	- de + de 5 ans		-	304
	Total		678 641	608 960
8	AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE REGULARISATION PASSIF		2024	2023
8.1	Ventilation des autres passifs :			
	- Sommes dues à l'Etat, à la S.S. et aux autres organismes sociaux		4 640	4 451
	- TVA collectée par l'établissement		-	1
	- Autres passifs		700	7
	Total		5 340	4 459
8.2	Ventilation des comptes de régularisation :			
	- Produits constatés d'avance		534	847
	- Charges à payer (dont congés payés 334 KEUR)		1 737	1 358
	- Autres comptes de régularisation		12	134
	Total		2 284	2 339
9	PROVISIONS		2024	2023
	Provisions pour risques et charges sur opérations non bancaires			
	Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice		-	-
	Dotation aux provisions		-	-
	Provisions utilisées sur l'exercice		-	-
	Total		-	-
	Provisions Générales			
	Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice		1 421	1 406
	Dotation aux provisions		240	15
	Différences de cours sur encours en devises		91	-
	Reprise de provisions		-	-

10 ACTIONNARIAT/CAPITAUX PROPRES/FRBG**10.1 Variation des capitaux propres :**

	31/12/2023	Résultat 2024	Report à nouveau	Réserve légale	Distribution de dividendes	Autres variations	Augmentation de capital	31/12/2024
Capital	50 458							50 458
Primes	2 754							2 754
Réserves	1 716							2 270
Report à nouveau	19 736		7 371		3 159			27 107
Résultat 2023	11 083							
Résultat 2024		11 774						11 774
Total	85 747	11 774	7 371	554	3 159	-	-	94 363

10.2	Réserves :	2024	2023
	- Réserve légale	2 270	1 716

10.3 Affectation des résultats :

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de procéder à l'affectation du résultat de l'exercice 2024 comme indiqué ci-après :

Détermination du résultat à affecter :	2024	2023
- Résultat de l'exercice	11 774	11 083
- Report à nouveau bénéficiaire	27 107	19 736
Affectation du résultat :		
- Report à nouveau bénéficiaire	5 593	7 370
- Dividendes versés en numéraire	5 593	3 159
- Réserve légale	589	554
	11 774	11 083

10.4 Actions :

Au 31/12/2021 le capital souscrit de EUR 50 457 714,40 € se compose de 227.287 actions ordinaires nominatives de EUR 222 de valeur nominale. Toutes les actions émises ont été entièrement souscrites et libérées. Chaque action ordinaire donne droit à 1 voix lors des votes dans les assemblées.

10.5	Actionnaires :	% Capital 2024	% Capital 2023
	Fransabank SAL	79.21 %	79.21 %
	BPCE IOM (Groupe BPCE)	20.78 %	20.78 %
	Divers	0.01 %	0.01 %

Fransabank (France) SA est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Fransabank Sal au Liban.
Fransabank (France) SA est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés de BPCE IOM en France.

10.6	Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2024	2023
	Valeur comptable à l'ouverture de l'exercice	-	-
	Reprise Provision en cours d'exercice	-	-
	Solde en fin d'exercice	-	-

11	OPERATIONS EN DEVISES	2024	2023
11.1	Montant global de la contrevaletur en euros de l'actif et du passif en devises :		
	Montant global de la contrevaletur en euros de l'actif en devises :	411 654	381 522
	Montant global de la contrevaletur en euros du passif en devises :	412 259	382 063
11.2	Opérations de change à terme (de gré à gré) à moins d'un an		
	- Euros à recevoir contre devises à livrer (euros à recevoir)	10 101	17 932
	- Euros à recevoir contre devises à livrer (devises à livrer)	10 677	17 693
	- Devises à recevoir contre Euros à livrer (devises à recevoir)	10 719	17 717
	- Devises à recevoir contre Euros à livrer (euros à livrer)	10 099	17 904

12 INFORMATIONS SUR LE RISQUE DE CREDIT**12.1 ENCOURS DE RISQUE DE CREDIT**

Assiette :

Elle couvre l'encours brut comptable des opérations reprises en créances à l'actif du bilan et des engagements données par signature en hors bilan. Quant aux opérations de change à terme (instruments dérivés), elles sont indiquées en devises (méthode d'évaluation en fonction du risque initial selon l'article 275 du règlement européen 575/2013 du 27/06/2013) pour 2 % du montant des contrats. Les montants sont mentionnés avant prise en compte des effets des techniques de réduction du risque de crédit et hors dépréciation.

12.1a Montant et répartition des encours :

Répartition des encours par catégorie d'exposition :	2024			2023	
		% sur total expositions		% sur total expositions	
Expositions sur Administrations et Banques centrales		18.73 %	178 169	12.55 %	107 417
Expositions sur Etablissements de crédit					
- Opérations bilan		16.72 %	159 061	20.24 %	173 286
- Opérations hors bilan		2.15 %	20 403	1.26 %	10 752
- Opérations de change à terme (Instruments dérivés 2 % du contrat)		0.04 %	373	0.06 %	507
Total		18.91 %	179 837	21.56 %	184 546
Expositions sur Entreprises					
- Opérations bilan		48.89 %	464 989	50.90 %	435 700
- Opérations hors bilan		6.41 %	60 961	7.25 %	62 087
- Opérations de change à terme (Instruments dérivés 2 % du contrat)		0.02 %	212	0.04 %	354
- Montant brut créances douteuses bilan/hors bilan (hors dépréciations)		2.34 %	22 258	2.29 %	19 583
Total		57.66 %	548 419	60.48 %	517 728
<i>Dépréciations des expositions sur Entreprises en arriérés de paiement :</i>					
<i>Créances douteuses</i>			(-18 827)		(-15 648)
<i>Expositions sur Entreprises après dépréciations sur arriérés de paiement</i>			529 592		502 080
<i>Montant net des arriérés de paiement (créances douteuses) après dépréciations</i>			3 431		3 936
Expositions sur Clientèle de détail					
- Opérations hors bilan		2.77 %	26 319	3.89 %	33 332
		1.94 %	18 441	1.53 %	13 058
- Montant brut créances douteuses bilan/hors bilan (hors dépréciations)		0.00 %	-	0.00 %	0
Total		4.71 %	44 760	5.42 %	46 390
<i>Dépréciations des expositions sur Clientèle de détail en arriérés de paiement :</i>					
<i>Créances douteuses</i>					
<i>Expositions sur Clientèle de détail après dépréciations sur arriérés de paiement</i>					
<i>Montant net des arriérés de paiement (créances douteuses) après dépréciations</i>			0		0
Montant total des expositions		100.00 %	951 186	100.00 %	856 081

Répartition des expositions par secteur géographique	2024		2023	
	% sur total expositions		% sur total expositions	
- France	62.5 %	594 224	55.8 %	478 099
- Autres pays de l'Espace économique européen	4.2 %	39 515	3.0 %	25 408
- Autres pays d'Europe	4.3 %	40 929	6.2 %	52 772
- Amérique du nord	1.9 %	18 306	2.9 %	24 562
- Afrique - Moyen Orient	27.1 %	257 839	32.2 %	275 241
- Asie	0.0 %	372	0.0 %	0
Total	100.0 %	951 185	100.0 %	856 081

Répartition des expositions sur Entreprises		2024		2023	
par Secteurs d'activité économique		% sur catégorie			
- AGROALIMENTAIRE/BOISSON/TABAC		1.4 %	6 708	24.3 %	110 806
- AUTO/MOTO/REPARATION/TRANSPORT		2.2 %	10 648	3.0 %	13 696
- BIENS EQUIPEMENT/CONSOMMATION		17.3 %	84 132	2.9 %	13 203
- BIJOUTERIE/HORLOGERIE		0.0 %	-	1.2 %	5 268
- BOIS/PAPIER/CARTON/EMBALLAGES		0.0 %	0	5.4 %	24 647
- BTP/CONSTR/MATERIAUX/QUINCAILL		12.2 %	59 581	7.2 %	32 630
- CHIMIE/PARACHIMIE/AGROCHIMIE		0.0 %	-	3.5 %	16 037
- COMMERCE AGRO ALIMENTAIRE		0.0 %	-	0.0 %	0
- DISTRIBUTION		45.0 %	219 469		
- MACHINES/EQUIPEMENTS		0.2 %	789	0.2 %	1 086
- MINERAIS/METAUX		0.0 %	-	2.0 %	9 074
- TEXTILE/HABILLEMENT/ACCESSOIRE		0.0 %	1	1.7 %	7 785
- COMMERCE GROS NON SPECIALISE		0.0 %	-	0.0 %	5
	Total commerce	78.3 %	381 329	51.4 %	234 238
- AGROALIMENTAIRE/BOISSON/TABAC		3.2 %	15 494	3.8 %	17 210
- BOIS/PAPIER/CARTON/EMBALLAGES		1.9 %	9 200	0.5 %	2 463
- BTP/CONSTR/MATERIAUX/QUINCAILL		0.0 %		11.2 %	51 024
- CHIMIE/PARACHIMIE/AGROCHIMIE		0.0 %		0.4 %	1 843
- MACHINES/EQUIPEMENTS		0.6 %	3 003	0.0 %	0
- MINERAIS/METAUX		0.3 %	1 473	2.7 %	12 070
- TEXTILE/HABILLEMENT/ACCESSOIRE		0.0 %		11.2 %	50 888
	Total industrie	6.0 %	29 171	29.8 %	135 498
- EDITION/PUB/AUDIO/CINE/MEDIA		0.0 %	4	2.4 %	10 747
- ENERGIE/PETROLE/GAZ/ELECTRICIT		1.0 %	4 794	1.9 %	8 428
- HOLDING/SIEGES SOCIAUX/GESTION		0.9 %	4 368	0.7 %	3 063
- ASSURANCE		0.2 %	988		
- TELECOMUNICATIONS		2.1 %	10 210		
- TOURISME/HOTELLERIE/RESTAURATI		0.9 %	4 156	1.0 %	4 388
	Total Services	5.0 %	24 520	5.8 %	26 626
- IMMOBILIER		2.4 %	11 856	10.1 %	46 127
- PROMOTION		8.3 %	40 375	2.8 %	12 808
	Total Immobilier	10.7 %	52 231	12.9 %	58 935
	Total général	100.0 %	487 251	100.0 %	455 297

Indicateur de concentration des dix premiers clients par catégorie d'exposition	2024		2023	
	% sur total expositions			
- Etablissements de Crédit	16.72 %	159 061	20.24 %	173 286
- Entreprises	48.89 %	464 989	50.90 %	435 704
- Clientèle de détail	2.77 %	26 319	3.89 %	33 332

Répartition des expositions par échéance résiduelle		2024		2023	
Les comptes ordinaires débiteurs sont enregistrés dans la rubrique " jusqu'à 3 mois "					
		% sur total expositions			
Administrations et Banques centrales		18.73 %	178 169	12.55 %	107 417
Etablissements de crédit		11.16 %	106 141	16.18 %	138 486
Entreprises		37.50 %	356 732	41.44 %	354 727
Clientèle de détail		1.89 %	17 981	1.58 %	13 525
Total jusqu'à 3 mois		69.28 %	659 022	71.74 %	614 155
Administrations et Banques centrales		0.00 %	-	0.00 %	-
Etablissements de crédit		7.75 %	73 680	5.09 %	43 574
Entreprises		5.42 %	51 521	4.14 %	35 482
Clientèle de détail		0.94 %	8 902	0.77 %	6 555
Total de 3 mois à 1 an		14.10 %	134 103	10.00 %	85 610
Administrations et Banques centrales		0.00 %	-	0.00 %	-
Etablissements de crédit		0.01 %	70	0.11 %	933
Entreprises		9.89 %	94 034	10.08 %	86 315
Clientèle de détail		1.40 %	13 324	2.09 %	17 856
Total de 1 an à 5 ans		11.29 %	107 428	12.28 %	105 105
Etablissements de crédit		0.00 %	-	0.00 %	-
Entreprises		2.47 %	23 453	2.71 %	23 174
Clientèle de détail		0.52 %	4 921	0.99 %	8 454
Total + de 5 ans		2.98 %	28 374	3.69 %	31 628
- Entreprises (arriérés de paiement)		2.34 %	22 258	2.29 %	19 583
- Clientèle de détail (arriérés de paiement)		0.00 %		0.00 %	
Total à durée indéterminée (Créances douteuses)		2.34 %	22 258	2.29 %	19 583
Total général		100.00 %	951 185	100.00 %	856 081

12.1b	Répartition des arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses	2024	2023
	Créances restructurées		
	- Créances Saines	4 095	3 655
	- Créances Douteuses	3 788	7 019
	Dont Montant brut	13 192	16 223
	dont Montants provision	- 9 403	- 9 205
	- Totales	7 883	10 674
	Créances douteuses		
	- Solde début d'exercice	19 583	25 267
	- Arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses sur l'exercice	4 061	-
	- Différences de cours sur encours en devises	772	- 263
	- Reprises	- 2 119	- 5 421
	- Pertes	- 40	-
	- Solde fin d'exercice	22 258	19 583
	% douteux	36.25 %	% douteux
	Créances douteuses sur Entreprises	8 069	4 741
	Par secteurs géographiques :		
	- France	816	-
	- Moyen Orient	7 254	4 741
	- Europe		
	Par secteurs d'activité économique :		
	- Industrie	3 904	2 458
	- Industrie textile		
	- Commerce	3 083	2 283
	- Immobilier	1 082	
	Créances douteuses compromises sur Entreprises	63.75 %	75.79 %
	Par secteurs géographiques :		
	- France	183	183
	- Moyen Orient	14 006	11 801
	- Europe	3 296	2 858
	Par secteurs d'activité économique :		

- Commerce		12 473	9 599
- Service		-	-
- Industrie		1 716	5 243
- Industrie textile		-	-
Créances douteuses sur Clientèle de Détail	0.00 %	-	0.00 %
Par secteurs géographiques :			
- France		-	0
Total général des créances douteuses	100.00 %	22 258	100.00 %

12.1c Répartition des dépréciations, dotations et reprises sur arriérés de paiement enregistrés en créances douteuses

	2024		2023	
	% douteux		% douteux	
Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :				
Dépréciations pour créances douteuses sur Entreprises				
- Solde début d'exercice		15 648		17 296
- Dotations		2 045		2 762
- Différences de cours sur dotations en devises		903		1 011
- Reprises utilisées		- 155		- 5 421
- Reprises non utilisées				
- Solde fin d'exercice	82.85 %	18 440	79.90 %	15 648
Dépréciations pour créances douteuses sur Clientèle de Détail				
- Dotations	1.74 %	387	0.00 %	
- Reprises non utilisées				
Total Dépréciations inscrites en déduction de l'actif :	84.59 %	18 827	79.90 %	15 648

Dépréciations sur créances douteuses par secteurs géographiques		2024		2023	
		% dépréciations		% dépréciations	
- France	Total	3.15 %	- 593	1.17 %	183
- Afrique - Moyen Orient		79.34 %	- 14 938	81 %	12 607
- Europe		17.51 %	- 3 296	18 %	2 858
		100.00 %	- 18 827	100.00 %	15 648
Dépréciations sur créances douteuses par secteurs d'activité		% dépréciations		% dépréciations	
- Commerce	Total	79.89 %	- 15 041	58.51 %	9 155
- Industrie		20.11 %	- 3 787	41.49 %	6 492
- Industrie textile		0.00 %		0.00 %	
- Service		0.00 %		0.00 %	-
		100.00 %	- 18 827	100.00 %	15 648

Ventilation des dépréciations sur créances douteuses :		2024		2023	
		% dépréciations		% dépréciations	
- Sur Encours douteux	Total	12.03 %	2 265	92.01 %	14 398
- Sur Encours douteux compromis		87.97 %	16 562	7.99 %	1 250
		100.00 %	18 827	100.00 %	15 648

12.1d Répartition des créances restructurées

Créances restructurées	2024	2023
- Créances Saines	4 095	3 655
- Créances Douteuses	3 788	7 019
Dont Montant brut	13 192	16 223
Dont Motants provision	- 9 403	- 9 205
- Totales	7 883	10 674

13	ENGAGEMENTS DONNES OU RECUS INSCRITS AU HORS BILAN	2024	2023
	Engagements donnés :		
	- Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	44 600	41 825
	- Engagements de financement en faveur de la clientèle	20 403	9 233
	- Engagement de garantie d'ordre d'établissements de crédit	7 210	
	- dont engagements de garantie d'ordre d'Entreprises liées	34 793	34 880
	- Engagement de garantie d'ordre de la clientèle		
	Total	99 796	85 938

	Engagements reçus : - Engagements de financement reçus d' autres établissements de crédit - Engagements de garantie reçus d' autres établissements de crédit - dont engagements de garantie reçus d' Entreprises liées - Engagements de garantie reçus de la clientèle		-	-
			21 664	23 733
			10 939	
		Total	21 664	23 733
14	PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES		2024	2023
	Intérêts et produits assimilés - Sur opérations de trésorerie - Sur opérations avec la clientèle - Sur opérations de hors bilan - Sur titres à revenu fixe		12 735	11 757
			34 332	30 517
			352	461
		Sous-total	47 419	42 735
	Intérêts et charges assimilés - Sur opérations de trésorerie - Sur opérations avec la clientèle - Sur opérations de hors bilan - Sur titres à revenu fixe		460	442
			22 624	18 422
			-	-
			-	-
		Sous-total	23 085	18 864
		Total net	24 334	23 871
15	PRODUITS NETS DES COMMISSIONS		2024	2023
	Produits de commission - Sur opérations avec les établissements de crédit - Sur opérations avec la clientèle		673	855
			2 009	2 055
		Sous-total	2 681	2 909
	Charges de commissions - Sur opérations avec les établissements de crédit			
		Sous-total	- 283	- 222
		Total net	2 399	2 687
16	GAINS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION		2024	2023
	Résultat net des opérations de change :		409	486
17	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION		2024	2023
	Autres produits d'exploitation : - Autres produits d'exploitation non bancaire - Autres produits d'exploitation bancaire		5	
	Autres charges d'exploitation : - Autres charges d'exploitation bancaire - Autres charges d'exploitation non bancaire		- 61	- 789
18	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION ET EFFECTIF MOYEN		2024	2023
	Frais de personnel : Salaires et traitements Charges de retraites Autres charges sociales Impôts et taxes sur rémunérations		2 869	2 446
			324	274
			1 164	911
			122	57
		Total	4 479	3 688
	Effectif moyen : Non cadres (techniciens) Cadres		23	19
			20	18
	Autres Frais administratifs : Impôts et taxes Services extérieurs yc loyer Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles Dotations aux amortissements d'immobilisations Les honoraires des CACs pour leur mission d'audit légal des comptes s'élèvent à 91 KEUR hors taxes : - KPMG : 60 KEUR - Batt Audit : 31 KEUR		235	340
			3 834	3 248
			14	
			410	
		Total	4 492	3 587

19	COUT DU RISQUE		2024	2023
	- Dépréciations sur créances douteuses		1 681	3 336
	- Provisions pour risques et charges		241	63
	- Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations		39	5 226
	- Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		-	-
	- Reprises pour risques et charges		- 155	- 5 226
	- Reprises de dépréciations sur créances douteuses		-	-
	Total		1 805	3 400
20	DOTATIONS/REPRISES FRBG ET PROVISIONS REGLEMENTEES			
	Dotation		-	-
	Reprise		-	-
	Total		-	-
21	RESULTAT EXCEPTIONNEL			
	- Charges exceptionnelles		-	-
	- Produits exceptionnels		-	4
	Resultat exceptionnel		-	4
22	IMPOTS SUR LES BENEFICES		2024	2023
	- Afférent au résultat courant avant impôt		4 538	4 153
23	DROITS FUTURS RELATIFS AUX INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE NON INSCRITS EN PROVISION		2024	2023
	Sur Indemnités de départ en retraite à verser selon la convention collective de la Banque		140	5
	Total		140	5
24	REMUNERATIONS, AVANCES, CREDIT ET ENGAGEMENTS ACCORDES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION OU DE SURVEILLANCE		2024	2023
	Rémunérations allouées :			
	Ensemble des membres des organes d'administration		185	83
	Ensemble des membres des organes de direction		272	214
	Avances et crédits accordés :			
	Ensemble des membres des organes d'administration		0	0
	Ensemble des membres des organes de direction		11	16
	Engagements de garantie :			
	Ensemble des membres des organes d'administration		Néant	Néant
	Ensemble des membres des organes de direction		Néant	Néant

25 Créances impayés au 31/12/2024

(Montants en K€)	2024	2023
Factures reçues	0	0
Factures émises	0	0

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration décide d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

- Résultat de l'exercice 2024	+ 11 774 206,800 €
- Dotation à la réserve légale (5 %)	- 588 710,340 €
- Distribution de Dividendes (50 %)	- 5 592 748,230 €
- Le solde en report à nouveau	5 592 748,230 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale rappelle qu'il été distribué les dividendes suivants lors des quatre derniers exercices, ainsi que le détaille le tableau ci-après :

Exercices	Dividende net (Versé en N au titre de N-1)	Impôt Déjà versé (Avoir Fiscal)	Revenu global (N-1)
2021	0 €	NA	0 €
2022	0 €	NA	0 €
2023	0 €	NA	0 €
2024	3 158 730,282 €	NA	11 083 264,150 €

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social : 104, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS.